



Revue de presse



Mercredi 21 Aout 2024



Économie algérienne : croissances et perspectives

L'Algérie est embarquée depuis quelques années dans le train des réformes et la relance économique. Un défi relevé avec succès.

Ces dernières années, l'économie algérienne a réussi un taux de croissance proche de 4%, un taux maintenu dans un contexte où des pays peinaient à avoir une croissance positive.

L'État algérien a annoncé une augmentation du Produit intérieur brut (PIB) à près de 270 milliards de dollars et une stabilité du taux de croissance à la hauteur de 4 %, outre une hausse de la valeur du dinar.

La création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), une démarche qui a contribué, à l'amélioration du climat des affaires en Algérie et à la relance de l'investissement, précisant que l'AAPI compte actuellement près de «6 400 nouveaux investissements, dont 3 000 projets lancés, en sus de l'inscription d'environ 100 investissements étrangers», des investissements à même de créer près de «200 000 postes d'emploi».



Système des subventions : Les candidats en parlent sans tabou

La question de la redistribution équitable des richesses du pays occupe une place centrale dans les programmes de campagne des trois candidats à la prochaine élection présidentielle.

L'expert en question économique, Dr Mohamed Achir, confirme cet intérêt que portent ces derniers à cette question, en affirmant que «globalement, les trois candidats se sont focalisés sur les questions socio-économiques et l'amélioration des conditions de vie des citoyens».

«La question du pouvoir d'achat et la valorisation des revenus des différentes catégories socioprofessionnelles occupent une place très importante dans leurs programmes», a-t-il souligné, en précisant avoir «relevé des propositions de changement de politique d'allocation des dépenses, en transformant le système des subventions généralisées en subventions ciblées». Cela, explique-t-il, fait partie, pour les candidats en lice à ce scrutin présidentiel, «justement, de la gestion équitable des transferts sociaux, voire de la rationalisation des dépenses».



Rentrée sociale : Sous de bons auspices

Deux événements importants attendent les citoyens dès le début septembre, avec la fin des congés annuels et des vacances scolaires et universitaires. Le premier événement, d'ordre national, a trait à la tenue de l'élection présidentielle, le 7 septembre, dont la campagne électorale est actuellement en cours. Le second événement, tout aussi décisif, est la rentrée sociale, avec le retour des élèves aux bancs de l'école, ainsi que la reprise des activités économiques dans leur ensemble.

La dernière réunion du Conseil du gouvernement, sous la présidence de M. Nadir Larbaoui, a eu à examiner les préparatifs de cette rentrée sociale, qui revêt un cachet spécial cette année, car coïncidant avec l'élection présidentielle.



[Tebboune dévoile par petites doses les axes majeurs de son programme](#)

[«Mes engagements pour une Algérie victorieuse!»](#)

Après avoir tenu toutes ses promesses durant son premier mandat, il en prend de nouveaux qu'il inscrit dans une logique d'honneur. Ce ne sont pas de simples paroles, mais des engagements fermes pour l'avenir du pays...

«Pas de promesses, mais des engagements!» C'est avec cette phrase que le Président sortant, Abdelmadjid Tebboune, a lancé sa campagne pour un second mandat. Dans une stratégie de communication soigneusement orchestrée, le candidat indépendant a dévoilé, par petites doses, les axes majeurs de son programme, en mettant en avant sa volonté de s'engager fermement sur l'honneur, comme il l'a fait tout au long de son premier mandat.



[L'ANIE rappelle aux candidats l'obligation d'ouvrir un compte bancaire de campagne électorale](#)

L'ANIE a rappelé, mardi, aux candidats à la présidentielle du 7 septembre, l'obligation d'ouvrir un compte bancaire de campagne électorale pour toutes les recettes et les dépenses, la tenue incorrecte du compte en question pouvant conduire au rejet du remboursement ultérieurement.

L'ANIE (Autorité nationale indépendante des élections) a rappelé dans son communiqué l'article 108 de la loi organique relative au régime électoral, selon lequel « tout candidat à l'élection présidentielle est tenu d'ouvrir et de tenir un compte de campagne électorale dont la mission d'établissement est confiée au trésorier de campagne électorale désigné par le candidat ».



[Coopération fiscale internationale : Une nouvelle étape franchie](#)

Une nouvelle étape a été franchie dans le processus de réformes de la coopération fiscale internationale, les négociations étant désormais portées au niveau des Nations Unies. En moins de dix mois, les termes de référence de ce nouveau cycle de négociations ont été adoptés.



Le pétrole enchaîne une 3e séance consécutive de baisse

Les cours du pétrole ont chuté d'environ 1% mardi, continuant de subir des pertes pour la troisième séance consécutive, dans un contexte d'optimisme quant à une diminution des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

À 9h00, heure algérienne, les prix à terme du brut de référence Brent pour livraison en octobre ont chuté de 0,74%, atteignant 77,06 dollars le baril.



Sonatrach entre en force sur le marché brésilien

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a signé avec le Brésil un nouveau contrat en début d'année pour l'approvisionnement en pétrole et produits pétroliers.

En effet, si le PDG du groupe public Sonatrach qui avait annoncé cette nouvelle n'a donné aucun détail à ce sujet, le ministre brésilien du commerce quant à lui livre quelques bribes concernant notamment la valeur des importations de son pays en pétrole et produits pétroliers depuis l'Algérie. Cité par l'agence de presse brésilienne, le ministère brésilien du commerce affirme que «les importations de pétrole et de produits pétroliers en provenance d'Algérie depuis le début de l'année jusqu'en juillet ont atteint 675,7 millions de dollars». Le Brésil fait partie des pays figurant sur le plan d'exportation 2024 de la compagnie pétrolière nationale algérienne.



Indications de la monnaie locale face à la devise

Sur le marché noir, l'euro est fixé à 239.00 DA à l'achat et à 241.00 DA à la vente, tandis que le dollar américain se négocie à 220.00 DA à l'achat et à 222.00 DA à la vente.

Et la livre sterling britannique se met à 280.00 DA à l'achat et à 282.00 DA à la vente. Et le dollar canadien annonce 158.00 DA à l'achat et 160.00 DA à la vente.

المحافظة السامية للرقمنة تنسق مع ممثلي القطاعات

22وزارة لإعداد بوابة وطنية للخدمات الرقمية

□ دراسة المتطلبات الوظيفية الخاصة بالخدمات الرقمية القطاعية للبوابة

تعكف المحافظة السامية للرقمنة بالتنسيق مع العديد من القطاعات الوزارية على إنجاز البوابة الوطنية التفاعلية للخدمات الرقمية، حيث تم تنظيم أكثر من 160 ورشة تقنية من طرف المحافظة وبإشراك 22 قطاعا وزاريا، في إطار التحضيرات الخاصة بهذه البوابة بالتزامن مع إنجاز مشروع المركز الوطني للخدمات الرقمية.

شرعت المحافظة السامية للرقمنة في تنظيم مجموعة من الورشات التقنية بالتنسيق مع القطاعات الوزارية المعنية بإنجاز البوابة الوطنية التفاعلية للخدمات الرقمية، حيث ذكرت مصادر "المساء" فقد أجريت في هذا الإطار أكثر من 160 ورشة وبإشراك 22 قطاعا معني بالخدمة التي سيتم إدراجها عبر هذه البوابة، من بينها قطاعات هامة على رأسها الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، التجارة وترقية الصادرات والمالية إلى جانب قطاع السكن والعمران، وهذا بالتزامن مع الانطلاق في إنجاز مشروع المركز الوطني للخدمات الرقمية.



ارتفاع قياسي جديد لأسعار الذهب

سجلت أسعار الذهب ارتفاعا قياسيا جديدا في التعاملات الصباحية، اليوم الثلاثاء 20 أوت، حيث بلغ السعر الفوري للذهب 2522.99 دولارا وهو مستوى قياسي، بزيادة 0.7 بالمئة عن إغلاق جلسة الاثنين.

وحسب ما أفادت به وكالة "الأناضول" نقلا عن محلي وول ستريت، فالإرتفاع يعود إلى احتمال خفض أسعار الفائدة من قبل البنوك المركزية، بقيادة بنك الاحتياطي الفيدرالي الأمريكي، ما دفع بالمستثمرين لشراء المزيد من الذهب.

حيث يختار المستثمرون وضع رهاناتهم على الذهب بدلا من السندات والأسهم حين يتم تقليل أسعار الفائدة وبالتالي تقليل العائدات المحتملة.



السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات:

إلزامية فتح كل مترشح لحساب بنكي للحملة الانتخابية

ذكرت السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات، الثلاثاء، بإلزامية قيام كل مترشح للانتخابات الرئاسية ليوم 7 سبتمبر بفتح حساب بنكي للحملة الانتخابية يتضمن كافة الإيرادات والنفقات، حيث قد يؤدي سوء مسك الحساب المذكور إلى رفض التعويض لاحقاً.

CALCUL DU PIB, DETTE, SOLDES BUDGÉTAIRES ET AUTRE AGRÉGATS

Quand le rebasage redéfinit les comptes économiques

● La Banque d'Algérie vient de publier un rapport annuel retraçant l'évolution économique et monétaire de 2023, où il ressort que les comptes économiques ont dû subir des changements notables, impactés qu'ils sont par le nouveau calcul du PIB.

Les principaux soldes des finances publiques ont connu une dégradation notable en 2023. La Banque d'Algérie (BA) a fait observer, dans son dernier rapport, que le déficit budgétaire a plus que doublé pour atteindre 1003,48 milliards de dinars, contre un déficit de 411,51 milliards de dinars en 2022. « Rapporté au PIB, note le rapport, le ratio du solde budgétaire s'est détérioré de manière significative, passant de 1,28% en 2022 à 3,08% en 2023 ». Ainsi, l'Algérie peinait pour la première fois l'impact du rebasage du PIB sur les comptes nationaux. Ce même déficit budgétaire, par exemple, correspondait avant le rebasage à -11,1% du PIB en 2022. On constate en effet qu'il s'agit là de nouveaux chiffres qui sont largement diminués par rapport aux valeurs exprimées précédemment. Globalement, dans le projet de loi de finances rectifié (PLFR-2023), le déficit budgétaire s'élève à 5780,8 milliards de dinars, les recettes prévues étant de 8926 milliards et les dépenses de 14 706,8 milliards de dinars. Il



déficit de 2023, qui a doublé en une année, puisqu'il est de 3,08%. Dans la loi de finances 2024, le déficit budgétaire représente 16,2% du PIB, l'ancien bien sûr. L'Etat a-t-il donc une marge de manœuvre en matière de dépenses budgétaires ? Quid du niveau de la dette interne ? Il apparaît ainsi que le nouveau calcul du PIB trace un tableau de bord des finances publiques avec un tout autre repère, où la dette, le déficit et autres agrégats financiers liés au PIB sont ramenés à des niveaux inférieurs. La lecture politique de ces paramètres ne sera forcément pas la même. A moins de changer de paramètres et de repères. Au début de l'année en cours, le ministre des Finances, Laricif Faid, s'est voulu rassurant lorsqu'il a annoncé que la dette est de 15 500 milliards de dinars et est constituée presque totalement de la dette interne. Selon lui, « la dette externe étant quasi indépendante, le ratio dette/PIB, quand il atteint un taux de 60%, on dit que la dette est soutenable. Aujourd'hui, le taux

fait dire que le déficit s'est ceusé durant ces trois dernières années. Il était de 3087 milliards de dinars en 2022 (-11,1% du PIB), contre 2270,9 milliards en 2021 (-10,3% du PIB). La hausse du PIB après le rebasage permet ainsi de ramener le déficit budgétaire à un chiffre : 1,28% en 2022 et 3,08% en 2023, comme écrit dans le rapport. Pour rappel, le calcul du PIB, qui mesure la richesse nationale, a été revu et corrigé en 2022. Dans son édition du 20 décembre 2023, El Watan rapportait que le PIB nominal de 2022 en base 2001 augmente d'environ 12,8% par comparaison à la base 1989. Le PIB nominal passe de 25 157,8 mil-

Siège de la Banque d'Algérie

liards de dinars en 2021 à 32 028,4 milliards en 2022, soit une hausse en valeurs courantes de 27,3%.

GRILLE DE LECTURE

C'est dans le projet de loi de finances 2024 que ce travail a été officiellement dévoilé. Le nouveau montant du PIB 2022 y a été inscrit à la faveur de l'opération de rebasage des comptes économiques. « Le produit intérieur brut (PIB) a été réestimé et revu pour l'année 2022, sur la base des travaux de rebasage des comptes économiques, menés par les services de l'Office national des statistiques (ONS), en prenant comme année de base l'année

2001 au lieu de l'année 1989 », note le texte de loi. On explique ainsi que « le rebasage a permis d'ajuster la valeur courante du PIB en 2022, qui s'est répercutée sur les perspectives des années 2023 à 2026 ». Et de préciser qu'« il est passé de 27 688,9 milliards de dinars (base 1989) à 32 028,4 milliards de dinars (base 2001), soit 233,4 milliards de dollars ». Ce travail devrait se poursuivre puisque l'opération sera recommencée deux fois.

Que doit-on penser de ce niveau de déficit qui est ainsi passé de 11,1% à 1,28% en 2022 et à 3,08 en 2023 ? Important, pas important ? La grille de lecture des finances publiques n'est

plus la même. Forcément ! De fins observateurs de la scène économique songent d'ailleurs présentement à la difficulté de l'analyse et de la comparaison.

Car comment considérer l'effort budgétaire de l'Etat aujourd'hui ? En 2022, par exemple, le déficit était de 1,28% du PIB revalkorisé alors qu'avant cette opération, son calcul ressortait 11,1% du PIB ancien. En 2023, le déficit budgétaire a « plus que doublé » pour atteindre 1003,48 milliards de dinars, contre un déficit de 411,51 milliards de dinars en 2022. Du coup, se pose la question de savoir comment considérer le niveau de

d'endettement du pays est de 47% du PIB. C'est-à-dire qu'on a encore une marge de manœuvre pour aller vers le déficit public. La Banque d'Algérie mentionne pourtant la dégradation des finances publiques en raison d'une augmentation, en 2023, des dépenses budgétaires (17,97%) « plus rapide » que celle des recettes budgétaires (12,54%), les dépenses de transferts ayant particulièrement contribué à l'augmentation des dépenses totales, avec une hausse de 27,90%. Les recettes budgétaires, quant à elles, ont été soutenues par les recettes hors hydrocarbures, qui se sont accrues de 28% entre 2022 et 2023. A méditer !

Ali Benyahia

COMMERCE INTRA-AFRICAIN ET LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

L'identification des bénéficiaires ultimes comme pièce maîtresse

● Un forum de haut niveau sur la conformité devrait se tenir du 4 au 6 septembre à Dakar, au Sénégal, et ce, à l'initiative de la banque africaine d'import-export Afreximbank, en partenariat avec le Groupe d'action intergouvernemental contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (Giaba).

N' épargnant aucun pays, le blanchiment d'argent est devenu tel un virus endémique. Pour la recherche d'antidotes susceptibles de le neutraliser, des initiatives se multiplient et des mécanismes d'échange d'informations sur les circuits extrajuridictionnels y afférents sont mis au point un peu partout dans le monde. On estime, aujourd'hui, qu'entre 800 et 2000 milliards de dollars, l'équivalent de 2 à 5% du PIB mondial, passent par un cycle de recyclage chaque année. Certes, la corruption et les événements fiscaux sont des facteurs aggravant de la grande délinquance financière. Mais la finance dite « noire », que les recycleurs réinjectent dans le circuit économique classique, s'avère plus nocive et difficilement contrôlable. Et l'un des moyens de prévention les plus recommandés, voire exigés, actuellement par les organismes, institutions et ONG œuvrant pour la préservation de l'intégrité du système financier mondial n'étant autre que le procédé d'identification de l'Ultimate Beneficial Owner (UBO). D'autant que les progrès techniques réalisés dans le domaine du commerce électronique, la mon-



naie financière, basée à Berlin (Allemagne), est sans équivoque : « Avec la monétarisation croissante et la complexité grandissante des transactions, le respect des réglementations internationales et locales est plus que jamais essentiel pour promouvoir la transparence, réduire la corruption et atténuer la fraude. La communication de données précises et opportunes améliore la visibilité et la responsabilité dans les opérations de commerce et de paiement », avait-il déclaré en prélude au Forum africain dédié à la conformité. Et il a, semble-t-il, raison : chez la quasi-majorité des responsables internationaux de la gestion des fraudes, de la lutte contre le blanchiment d'argent, du risque et de la conformité, dont des africains, interrogés sur la fraude et la criminalité financière axés sur l'IA, dans le cadre d'une enquête mondiale menée par BioCatch, leader mondial de la détection de la fraude numérique et de la prévention de la criminalité financière, la tendance est claire : « Les criminels sont plus habiles à utiliser l'intelligence artificielle pour commettre des crimes financiers que les banques ne le sont à utiliser la technolo-

gisation des marchés financiers et les nouveaux produits financiers s'avèrent être des facteurs favorisant le recyclage des produits des activités criminelles et la dissimulation du parcours de l'argent provenant de ces activités. Ce concept d'UBO, ou bénéficiaire effectif, s'applique, selon l'Organisation mondiale de sécurité anticorruption (Omsac), à toute personne détenant directement ou indirectement au moins 25% des actions ou des droits de vote de l'entité qu'elle possède ou contrôle. La notion de « ownership » est cruciale, car elle révèle qui, en fin de compte, profite des activités de l'entité et prend les décisions stratégiques importantes », explique cette organisation, basée à Lyon (France), spécialisée dans la prévention et la lutte contre la corruption, la criminalité, le blanchiment d'argent, la fuite des capitaux, la cybercriminalité, l'immigration clandestine et la traite d'êtres humains.

C'est justement la première fois que seront exhaustivement décryptés le rôle de l'UBO et les enjeux de son identification dans les systèmes de sécurité et de conformité des services financiers africains. Le contexte ? Le Forum de haut niveau sur la conformité, qui devrait se tenir du 4 au 6 septembre à Dakar, au Sénégal, et ce, à l'initiative de la banque africaine d'import-export

Afreximbank, en partenariat avec le Groupe d'action intergouvernemental contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (Giaba), annonce l'institution bancaire continentale. Les exigences du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) en matière d'identification des bénéficiaires ultimes (UBO) et sur leurs implications considérables concernant la facilitation des échanges sont débattues lors de ce regroupement, qui vise à « améliorer le commerce global en Afrique et à s'aligner sur les normes internationales de réglementation et de conformité » et auquel sont attendus des représentants d'organes et d'institutions de prévention et de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, d'Égypte ainsi que de plusieurs autres pays africains.

L'IA DANS LE PROCESSUS DE CONFORMITÉ

Le GAFI, faut-il le rappeler, étant une organisation intergouvernementale qui promeut des normes mondiales afin de « prévenir le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et d'autres menaces à l'intégrité du système financier mondial et évalue si les pays s'y conforment et prennent des mesures efficaces ».

D'ailleurs, l'un de ses mandats consiste essentiellement à « identifier et vérifier les UBO afin d'assurer la transparence et la responsabilité dans les transactions financières ». Lors du Forum, devrait, en outre, être exploré le rôle transformateur de l'intelligence artificielle (IA) dans les processus de conformité. Les boîtes de Dakar, la plupart étant des banques centrales, des banquiers commerciaux, des agents de conformité, des experts en commerce ou encore des représentants d'institutions financières et des fournisseurs de technologie de toute l'Afrique, auxquels seront présentées les toutes dernières technologies en matière de conformité, échangeront également avec des délégués venant du Royaume-Uni, d'Europe, de Russie et des Emirats arabes unis autour des « stratégies permettant aux pays africains d'effectuer les réformes nécessaires pour être retirés de la liste grise du GAFI ». Pour les experts évoluant dans le domaine de la conformité et du contrôle, le Forum sera aussi une plateforme où ils pourront discuter de l'impact pratique sur la facilitation du commerce en Afrique des exigences liées à la conformité. A ce sujet, le message de Shane Risdel, patron d'Elucidate, l'une des plus grandes agences et plateformes de quantification des risques de crimi-

ne pour y mener plus, dit, un autre, comment un rapport de BioCatch, publié en avril 2024. Tout aussi préoccupant, y est-il souligné, après de la moitié des répondants constatent une augmentation de l'activité criminelle financière en 2023, et s'attendent à une augmentation de celle-ci en 2024. D'où l'appel à une meilleure conformité pour générer un meilleur commerce intra-africain du premier responsable de la conformité à l'Afreximbank, institution financière multilatérale panafricaine dédiée au financement, à la facilitation et à la promotion du commerce intra et extra-africain : « La conformité commerciale est une responsabilité pour toutes les entreprises et est particulièrement importante pour celles qui importent et exportent. Elle garantit la circulation rapide des marchandises à travers les frontières. Le poids des pressions réglementaires actuelles rend les contrôles de conformité commerciale particulièrement importants pour atténuer les risques ». Et le Forum de Dakar devrait, indéniablement, aider à « améliorer le commerce intra-africain et soutenir le commerce global de l'Afrique avec le reste du monde en s'alignant sur les normes internationales en matière de conformité afin de renforcer la crédibilité et créer un commerce global sûr ».

Naima Benouarratj

RÉSERVES D'OR

L'Algérie 1^{er} détenteur en Afrique

Le stockage de l'or et la constitution de réserves de change consistentes s'apparentent à un sacerdoce pour les banques centrales. Cela est surtout le cas lors des conjonctures troubles, comme celle que le monde traverse depuis quelques années, ces moments chargés d'incertitudes qui commandent à de nombreux pays de recourir, à travers les banques centrales, à la constitution d'avoires les plus importants possibles en monnaies fortes et en or.

Tel qu'il a été constaté au cours de l'année dernière et à un degré peut-être un peu moindre cette année, les incertitudes économiques et politiques ont vu certains Etats se distinguer par des achats et des ventes d'or, qui pour augmenter leurs stocks d'or et en faire un «matelas» pour parer à toute crise financière ou monétaire, qui pour disposer de liquidités immédiatement. C'est à ce titre que l'état des lieux que dresse plusieurs fois par an le World Gold Council (WGC), autrement le Conseil mondial de l'or, sur les stocks d'or détenus par les Etats attire particulièrement l'attention. Une enquête publiée par le WGC il y a un peu plus d'une année révélait les «grandes raisons» pour lesquelles les banques centrales du monde entier se sont mises en 2022 et 2023 à l'achat de lin-

gots d'or en grandes quantités. Une des raisons majeures est la crainte que soit entamée la «popularité» mondiale du dollar américain, la monnaie la plus détenue dans les réserves de change de par le monde. Selon l'enquête du WGC, il est apparu que jusqu'à 2020, la part du dollar US dans les réserves de change dépassait allégrement les 60% et hâtait même les 65%. Mais depuis 2021, cette même part n'atteignait pas la barre des 60% et des appréhensions étaient clairement affichées quant à un rétrécissement de cette part jusqu'à 50% dans les quelques années qui viennent, en raison notamment de la multiplication des appels pour que le dollar ne soit plus «le maître du monde». Une conjoncture très singulière donc, propice pour que les Etats regardent plus que



L'Algérie 1^{er} détenteur de réserves d'or en Afrique et 26^e dans le monde.

jamais de plus près leurs stocks d'or, tant le métal précieux a pris les contours de moyen parmi les plus sûrs de garantir une certaine stabilité économique et de permettre de disposer de fonds à tout moment, notamment en temps de crise.

Il est établi par le dernier classement du WGC des pays détenteurs de réserves d'or, comme c'est le cas depuis plusieurs

années d'ailleurs, que l'Algérie trône en tête des pays d'Afrique avec les plus importantes réserves, estimées à 173,56 tonnes, loin devant la Libye avec ses 146,65 tonnes et l'Egypte avec 126,57 tonnes. Suivent au pied du podium, l'Afrique du Sud en 4^e place avec 125,44 tonnes, le Maroc en 5^e position avec 22,12 tonnes. Le Nigeria (21,37 tonnes), l'Ile Maurice (12,42

tonnes), le Ghana (8,74 tonnes), la Tunisie (6,84 tonnes) et le Mozambique (3,94 tonnes) sont les cinq autres membres du Top 10 des pays détenteurs de réserves d'or. A plus grande échelle, l'Algérie occupe la 26^e place mondiale, très loin devant les Etats-Unis et leurs 8 133 tonnes, l'Allemagne 3 352 tonnes et l'Italie 2 452 tonnes d'or.

Azedine Maktour



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger